



Lettre n° 253 du 11 septembre 2022

Au sommaire :

- **Au nom de leur guerre, Macron voudrait nous imposer « la sobriété » pour le compte du CAC40, pour nous, c'est non !** - *Laurent Delage*
- **Chili : les reculades de la gauche ont enterré la nouvelle Constitution, pas la révolte** - *Mónica Casanova*
- **Préparer la contre-offensive du monde du travail, œuvrer à la convergence des luttes et au rassemblement démocratique des révolutionnaires** - *Trame de l'intervention d'Yvan Lemaitre à l'université d'été de Révolution permanente*

Au nom de leur guerre, Macron voudrait nous imposer « la sobriété » pour le compte du CAC40, pour nous, c'est non !

« Nous sommes en guerre, c'est un état de fait », voilà comment Macron a appelé à « être au rendez-vous de la sobriété » lundi devant la presse. Face à l'inflation et à l'annonce de l'arrêt des livraisons de gaz russe, il reprend la posture de la crise sanitaire, décrétant la « mobilisation générale » pour baisser la consommation électrique de 10 %.

Une façon de préparer l'opinion aux augmentations de l'énergie, au rationnement et aux coupures, dont il compte bien préserver les entreprises et les profits. Une situation qui risque fort de s'aggraver pour la plus grande partie de la population, qui pratique déjà largement la « sobriété » sur le chauffage pour tenter de limiter la flambée des factures. Des hausses amplifiées par la spéculation qui mise sur les risques de pénurie. Sur le marché à terme, le prix de l'électricité en France vient de franchir un record : 1000 € le mégawattheure... contre 85 € un an plus tôt !

Macron prépare une offensive contre les travailleurs et les classes populaires, posant au chef de guerre qui annonce « la fin de l'abondance » et appelle à payer « le prix de la liberté ». Une guerre pour continuer d'alimenter « quoi qu'il en coûte » la machine à profits parasitaire et destructrice.

Le « plan sobriété », l'austérité contre les classes populaires

Parmi les annonces, Macron compte mettre fin au « bouclier tarifaire » sur l'énergie en déclarant : « on ne pourra pas, pendant des mois et des mois, voir des mécanismes aussi larges qui financent aussi massivement la consommation d'énergies fossiles ».

Même si ce « bouclier » n'a pas empêché la hausse de 28 % sur un an de la facture énergie des ménages, sa sup-

pression signifie une dégradation plus brutale encore. D'après l'Insee, l'augmentation aurait atteint 54 % sans ces mesures.

Des conséquences d'autant plus graves que le gouvernement et le patronat ont tout fait pour ne pas augmenter les salaires au niveau de l'inflation. Le salaire réel a reculé de façon importante : - 3 % sur un an en moyenne dans le privé et - 2,6 % dans la fonction publique alors que le gouvernement se gargarise de l'augmentation de 3,5 % du point d'indice !

Ce « plan sobriété », c'est cette politique d'austérité contre l'ensemble du monde du travail, frappé par l'inflation qui a atteint 5,8 % au mois d'août, avec une estimation à 6,6 % pour la fin de l'année. Ces augmentations touchent non seulement l'énergie, mais tous les produits de grande consommation qui ont augmenté de 8 % sur un an dans les grandes surfaces.

L'offensive se trouve aggravée par la nouvelle hausse des taux d'intérêts de 0,75 % annoncée jeudi par la BCE, une première depuis 1999 ! Une mesure pour soi-disant limiter l'inflation à 2 % qui ne peut que précipiter la récession, pendant que les banquiers et la finance vont pouvoir profiter de l'envolée de la dette publique et des intérêts.

Mais pour la population, cela signifie des crédits à la consommation encore plus chers et des coupes claires dans les services publics, les hôpitaux, l'éducation, alors que déjà les écoles s'inquiètent de l'explosion des factures de chauffage. Cela signifie une politique de reculs sociaux sur les retraites, la protection sociale, les droits des chômeurs.

Quant aux profits des multinationales, elles n'ont pas de quoi s'inquiéter. Après la cacophonie des déclarations de

Borne et de Lemaire sur les « superprofits », Macron a tranché pour une vague « contribution » au niveau européen permettant de financer « *des mesures nationales ciblées* »... de la poudre aux yeux, pour une politique d'austérité qui ne cherche qu'à alimenter les profits du CAC40 !

Macron à la recherche de « l'union nationale » derrière... lui

Mais le nouveau chef de guerre peine à rassembler, tant les ficelles sont grosses et le numéro usé. Pendant les législatives, Macron avait appelé à la création du CNR, le Conseil National de Refondation, une énième mouture de « concertation » bidon après le grand débat ou la convention citoyenne sur le climat.

Jeudi, la première réunion a été largement boycottée par les partis d'opposition et la plupart des syndicats, hormis la CFDT, la CFTC et l'UNSA. De quoi agacer Macron contre « *ceux qui ne sont pas là ont tort (...) et il ne faut pas expliquer après qu'on n'a pas été consulté, ou que c'est trop vertical* ». Quant à son annonce de grande « *consultation nationale très large* » en ligne et sur le terrain, elle est passée totalement inaperçue dans le déferlement médiatique sur la reine d'Angleterre... Il n'y a eu guère que Berger pour déclarer à la sortie « *mine de rien, ça a avancé* » !

A vouloir de trop jouer les Bonaparte au-dessus de la mêlée, Macron se ridiculise et s'isole, le pouvoir s'affaiblit. Pour le monde du travail, c'est le moment de prendre l'offensive contre la vie chère et pour les salaires.

L'impasse des institutions et du « dialogue social »

Prendre l'offensive signifie rompre avec toutes ces machines à illusions, celles des concertations et des manœuvres de Macron, comme celles des institutions ou du « dialogue social ».

Depuis cet été, Mélenchon appelle à une marche contre la vie chère un samedi au mois d'octobre. Une marche face à la flambée des prix et au recul des salaires, oui, mais pour quel objectif ?

Pour Mélenchon, l'enjeu est de précipiter une dissolution de l'Assemblée Nationale. Cette « grande marche » s'inscrit dans la perspective du « front populaire », de nouvelles élections pour permettre à la Nupes d'arriver au pouvoir.

Une perspective qui mène droit à l'impasse. Les travailleurs ont payé cher ces illusions dans la gauche au pouvoir, qui a participé pleinement à l'offensive libérale au service des classes dominantes, de Mitterrand à Hollande en passant par Jospin.

Les débats à la fête de l'Huma ce week-end ont illustré ces contradictions qui traversent la gauche entre le discours qui se veut radical de Mélenchon et les autres courants, chacun soucieux de jouer sa partition. Grand rendez-vous populaire et militant, elle était cette année mise au ser-

vice de la Nupes et des calculs de chacune des composantes de cette gauche moulée dans le parlementarisme, les institutions et les préjugés sociaux qui vont avec. Le dirigeant du PCF, Fabien Roussel, a cherché à prendre la vedette en déclarant au moment où le gouvernement veut sortir une nouvelle loi contre les chômeurs : « *la gauche doit défendre le travail et le salaire et ne pas être la gauche des allocations, minimas sociaux et revenus de substitution* »... On est loin de la lutte de classe, de la solidarité de l'ensemble des travailleurs, avec ou sans emploi, précaires ou embauchés, face à l'ensemble de la classe capitaliste !

Les directions syndicales sont sur le même terrain dans leur rôle de « partenaires sociaux », tout en défendant leur pré carré face à Mélenchon qui veut prendre l'initiative sur le mouvement social. Mais si les directions syndicales mettent en avant « l'indépendance » vis-à-vis de la politique, c'est pour défendre avant tout leurs positions d'appareil et pas une politique d'indépendance de classe pour les travailleurs.

Les journées du 22 dans la santé et la grève interprofessionnelle du 29 septembre sur les salaires se préparent sans plan de bataille, sans une politique pour construire l'affrontement face à Macron et au patronat, avec les mêmes routines d'appareil. Pourtant, suite aux grèves de juillet sur les salaires, beaucoup de travailleurs, de militants, sont à la recherche d'une telle politique pour construire une véritable lutte d'ensemble.

Face à l'offensive, une politique d'indépendance de classe

Macron en difficulté, les travailleurs ont tout intérêt à prendre l'initiative. Mais cela signifie prendre en main nos propres luttes, en commençant par utiliser ces journées de grève pour discuter, s'organiser, se regrouper, faire converger les mécontentements, comme le font les travailleurs en Angleterre malgré les directions syndicales qui ont cru bon d'appeler à suspendre les grèves en hommage à la famille royale !

Macron et le patronat sont en guerre pour les profits, cherchant à généraliser l'austérité contre l'ensemble du monde du travail. Se battre pour les salaires, c'est contester le pouvoir même de la bourgeoisie. Les surprofits du CAC40 ne sont pas mystérieux. Les capitalistes utilisent l'inflation pour prendre dans la poche des travailleurs en baissant les salaires réels tout en augmentant leurs prix et leurs marges. Ce ne sont ni une « contribution », ni même une « taxe » qui changeront un tant soit peu les choses, mais bien de s'attaquer au pouvoir des capitalistes de décider des prix et des salaires en fonction de leurs seuls profits.

Cela signifie préparer un affrontement face au patronat et au gouvernement pour imposer une augmentation générale et l'échelle mobile des salaires, des pensions et des allocations. Face à l'explosion des prix de l'énergie, au rationnement et aux coupures d'électricité, on ne peut laisser les mains libres au patronat et au gouvernement. Il est

urgent de mettre en place le contrôle par les travailleurs eux-mêmes et la population de l'énergie, des prix comme de la distribution, en commençant par en finir avec la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz.

Préparer les journées de grève du 22 et du 29 septembre, c'est discuter largement d'un programme, d'une perspec-

tive commune, en toute indépendance des marchands d'illusions. Une politique pour l'intervention démocratique et directe des travailleurs face à la fuite en avant brutale et destructrice du capitalisme.

Laurent Delage

Chili : les reculades de la gauche ont enterré la nouvelle Constitution, pas la révolte

Le 4 septembre, par un vote obligatoire, une large majorité (62 %) a rejeté la Constitution rédigée par la Convention Constitutionnelle. Une déception pour des millions de Chiliens voulant ainsi en finir enfin avec la Constitution dite de Pinochet. Et aussi, surtout, un revers pour le gouvernement de la nouvelle gauche de Gabriel Boric. Un échec et le désaveu de sa politique qui, tout en disant défendre une Constitution au contenu progressiste, recherche le compromis avec les forces du centre et de droite, avec l'État et la bourgeoisie, une politique qui a contribué à la victoire du camp de la réaction et des pinochétistes.

Nous comprenons la déception et la colère de toutes celles et ceux qui voulaient, enfin, tourner la page sanglante de la dictature de Pinochet. Mais la nouvelle Constitution ne représentait de garantie que pour les classes dominantes qui n'ont cependant pas accepté les quelques acquis démocratiques issus de la rue qu'elle portait.

L'illusion d'une nouvelle mouture de gauche pouvant transformer profondément le pays se déchire, développant la conscience de l'affrontement nécessaire pour en finir non seulement avec la dictature, mais avec ce que des milliers de révolté-e-s en 2019 ont appelé les « 30 ans » de gestion loyale du capitalisme par tous les successeurs de droite et de gauche de Pinochet.

A quelques jours du vote, le gouvernement Boric a emprisonné le leader indigène mapuche Héctor Llaitul pour délit d'opinion, « *propager des doctrines tendant à altérer par la violence l'ordre social ou la forme républicaine et démocratique de gouvernement* ». Cet assistant social gréviste de la faim demandait juste à ne pas être jugé comme un terroriste. Il est devenu le premier prisonnier politique de Boric, ce que Piñera n'avait osé faire...

Le soir des résultats, Boric a commencé par remercier les forces armées et la police. Et pour lui, la première « *demande urgente de la population à satisfaire* » était « *l'insécurité, la violence dans le Sud* », c'est-à-dire contre le mouvement indigène mapuche dont tous les droits sont bafoués !

La politique de cette nouvelle gauche ne pouvait convaincre les hésitants (dont 20 % ont voté nul), empêtrée dans la recherche d'accords avec les partis qui ont assuré la perpétuation des transformations libérales opérées par la dictature.

Une période d'instabilité politique s'ouvre. Le gouvernement ne compte déjà pas de majorité au Parlement (le Congrès) dans un contexte social et économique dégradé et explosif. En donnant une suite au processus constitutionnel, l'ensemble des partis veut, d'une façon ou d'une autre, opposer une forme d'union nationale à la menace d'une nouvelle explosion sociale et politique.

Pour le monde du travail, les jeunes, l'enjeu est de se donner les moyens de défendre leurs propres intérêts en toute indépendance de classe.

Une Convention pour canaliser la révolte populaire et de la jeunesse...

En effet, la Convention et sa Constitution sont le produit du dévoiement de la lutte des classes vers le terrain institutionnel. Lorsque la rébellion populaire des lycéens d'octobre 2019 menaçait de s'étendre à la classe ouvrière, sous la menace d'une grève générale le 12 novembre, Boric s'est empressé de rassembler tous les partis « *des 30 ans* » et même la droite au pouvoir autour de « *l'Accord pour la paix sociale et la Constitution* » du 15 novembre.

Ils ont ainsi réussi à sauver le régime de droite extrême de Piñera en dévoyant la colère profonde du mouvement populaire dans la rédaction d'une nouvelle Constitution à l'initiative du même Piñera. Les partis de pouvoir ont tenté de la confier au Congrès. Mais la pression de la rue était trop forte. Elle a donc été dévolue à une Convention élue au suffrage universel, processus constituant nouveau qui a permis l'intervention de militants reflets des luttes en cours féministes, écologistes, indigènes.

Cependant, dès le départ, ce processus était encadré par l'ancienne Constitution et chapeauté par des membres du PS et d'anciens partis gouvernementaux de centre voire de droite modérée (ex Concertación) en alliance avec la gauche proche du PC de Boric.

Lorsque les rues se sont vidées, un premier plébiscite en approuva le principe à 78 % en octobre 2020, avec une abstention pouvant atteindre 60 % dans certains quartiers pauvres. Beaucoup d'acteurs de la révolte de moins de 18 ans n'avaient pu ni voulu voter. Mais ce résultat révélait malgré tout la volonté populaire de ne plus laisser la politique aux seuls partis de pouvoir.

Ce dont furent aussi le reflet les élections à la Convention de mai 2021, où 56 constituants sur 155 étaient des militant.e.s proches de l'anticapitalisme, avocats,

étudiants, journalistes ou professeurs, une majorité de femmes, et des représentants des peuples indigènes dont le peuple mapuche en rébellion, victime d'une loi martiale. Pas un ouvrier ni un syndicaliste, le principal syndicat, la CUT, étant totalement inféodé au système.

Dès le départ, cette Convention a été marquée par le dévoiement de la colère de la rue dont elle était issue. Les anciens partis au pouvoir, avec la complicité de ceux qui voulaient y accéder comme Boric ou le PC, en ont fait un organe uniquement destiné à rédiger une Constitution et non une Assemblée populaire Constituante, libre et souveraine. Ils ont imposé la règle des 2/3 pour adopter les décisions censurant toute proposition de loi contre l'ordre établi. Elle ne devait pas toucher aux traités internationaux, et se dissoudre aussitôt sa tâche accomplie.

De juillet 2021 au 4 juillet 2022 ont donc eu lieu les débats à la Convention qui a rédigé un « brouillon » de Constitution présenté au gouvernement. Malgré l'opposition tenace des plus à droite, il y figurait des éléments progressistes (le droit de grève, à l'avortement, de vote à 16 ou 17 ans, la reconnaissance des peuples indigènes et des minorités sexuelles, de l'eau comme bien commun et même le respect des animaux...), reflets de la profondeur et du dynamisme démocratique du mécontentement populaire.

Mais c'était un supplément d'âme dans la Constitution car sans aucun moyen pour les imposer ni les financer. La nationalisation du cuivre et du lithium, l'expropriation des propriétaires terriens et des sociétés forestières, la fin des retraites par capitalisation (AFP), ou la liberté des prisonniers de la révolte et indigènes, ont été rejetés. Pas seulement par les élus du centre ou de droite mais par des partis de gauche comme le PS ou le Frente Amplio proche de Boric.

... pour une Constitution sous l'égide de l'État chilien pour garantir l'ordre

Car les gouvernements post-dictature avaient gouverné avec la Constitution dite de Pinochet qui interdisait quasiment le droit de grève, entre autres, en ne la modifiant que légèrement. Pendant que la Convention était présidée par deux femmes mapuche, l'occupation militaire de la région indigène, le Wallmapu, a continué. Les prisonniers de 2019 sont restés en prison.

Et la Convention s'est engagée dès le début à confier au Congrès (Chambre des Députés et Sénat dominés par la droite) l'application de la future Constitution. Boric a été à l'initiative, la veille du vote, avec le soutien de Michelle Bachelet, d'un appel à l'unité nationale quel que fût le résultat du plébiscite, dans le même sens que ce que disait Piñera auparavant : « *Ce plébiscite n'est pas une fin en soi. C'est le début d'un chemin que nous devons parcourir ensemble pour donner une nouvelle Constitution au Chili (...). Jusqu'à présent, la Constitution nous a divisés. A partir d'aujourd'hui, nous devons tous collaborer pour que la Nouvelle Constitution soit le grand cadre d'unité, de stabilité de d'avenir* », paroles d'un Président millionnaire et réactionnaire, éborgneur de manifestants...

Le gouvernement appelait à « *à approuver pour réformer* » la nouvelle Constitution, montrant ainsi son ouverture à l'avance à la « *cuisine* », aux arrangements avec les partis de pouvoir en cas de victoire du Non. Et si le Oui l'avait emporté, toute loi aurait dû avoir non seulement l'aval du Congrès pour être adoptée, ce qui devrait prendre au moins 2 ans, mais ne serait pas applicable avant 2026, fin de l'actuel mandat présidentiel.

Aucune Constitution bourgeoise n'a jamais changé le sort des travailleurs à leur place. Ce n'est pas le vote massif du Non à Pinochet au plébiscite qui a mis fin à la dictature en 1988 mais la révolte démarrée dès 1983 dans les quartiers populaires à l'origine de ce même plébiscite.

Vers une union nationale pour une nouvelle Constitution ?

Il ne reste plus au pouvoir, comme Boric s'y est tant engagé, qu'à chercher l'unité avec toutes les composantes de l'ordre pour un vague nouveau processus constituant que la droite combattrait ragaillardie par le succès du Non, sur le dos de masses déçues, dépitées par le gouvernement.

Le rejet de la Constitution a conforté les milieux réactionnaires dans la défense de leurs intérêts de classe, tant de droite et d'extrême droite que du centre, celui-ci contribuant à donner à son vote Non un caractère plus « moderne » que les tenants de Pinochet. Une droite extrême déjà renforcée par l'offensive capitaliste de ces dernières années et le discrédit des partis de l'ex-Concertación qui ont permis qu'aux présidentielles de 2021, le candidat d'extrême droite José Antonio Kast soit en tête au 1er tour, avec une énorme abstention populaire. Boric a fini par être élu contre lui comme un moindre mal.

Son gouvernement n'a ensuite fait que décevoir voire mettre en colère ceux qui n'en attendaient déjà pas grand-chose. Ils ont vu dans le vote pour la Constitution une approbation de sa politique et de celle de sa coalition de gouvernement (comprenant le Frente Amplio -Front Large-, le PC, le PS -dont le Ministre de l'économie, ex gouverneur de la Banque du Chili- à des postes clé), ceux-là même qui ont capitulé devant les fonds de pension, tergiversé sur le droit à l'avortement, instauré des états d'exception dans le Sud en alliance avec les partis des 30 ans. C'est pourquoi de larges milieux populaires, votant pour la première fois comme des jeunes ou des Mapuche, ont aussi voté contre.

Boric a répondu en traitant les demandes populaires urgentes tout à la fin de son discours le soir des résultats. Parlant de « *mal être persistant* », « *d'inégalités et d'abus* » sur le coût de la vie, la condition des femmes, il s'est bien gardé de ne serait-ce que promettre quoi que ce soit. Par contre, il a clairement annoncé que le « *principal protagoniste de ce nouveau processus sera le Congrès* » dont il a aussitôt convoqué les présidents de groupe.

Ceux de droite ont alors annoncé qu'ils mettraient des conditions pour « *une Constitution moderne, qui n'engendre pas de différences odieuses entre les Chiliens,*

qui garantit de manière incontestable le droit de propriété ». Après avoir grassement financé une campagne accusant la nouvelle Constitution d'exproprier tous les propriétaires d'une maison, de priver les retraités de pensions voire d'encourager les « déviances sexuelles », des membres de cette droite font de la surenchère réactionnaire en appelant maintenant à un délit de « blasphème » au drapeau ou à l'hymne national !

Par sa politique, Boric propose et offre donc la possibilité à la droite de poursuivre son offensive politique et sociale. Les travailleurs et les jeunes n'ont rien à attendre du monde politique des 30 ans réconcilié sous l'égide de l'État chilien dont l'ancienne et la nouvelle Constitution garantiront le droit à spolier les peuples, à exploiter les travailleurs et à réprimer ses opposant.e.s.

Un programme pour une politique de classe indépendante des manœuvres constitutionnelles et parlementaires

Aucune des revendications essentielles de la population n'a été satisfaite depuis qu'il y a la démocratie.

Le monde du travail a besoin d'une stratégie pour comprendre la situation, pour agir, s'organiser, combattre les nervis pinochétistes mais aussi contrer les pièges du pouvoir et de ses faux amis de gauche sauvant le régime mis à mal par les révoltes. Il a besoin d'un programme d'urgence face à l'inflation et à l'explosion de la précarité et du travail informel, pour ses luttes aujourd'hui et sa prise du pouvoir demain.

Face à la course effrénée au profit des classes dominantes dont quelques familles possèdent presque tout le pays, exiger les droits des travailleurs est, comme le disait Piñera en 2019, une « guerre » de classe sans merci. Le capitalisme aux abois ne peut plus rien concéder, ni aux partis traditionnels de gestion libérale du système, ni aux apprentis bureaucrates issus des nouveaux mouvements écologistes, féministes, antiracistes subordonnant leur activité aux institutions bourgeoises protégées par la police et l'armée républicaines, les mêmes que sous la dictature.

Les grandes entreprises minières et forestières, dont celles qui spolient les Mapuche, doivent être expropriées sans indemnisation sous contrôle des travailleurs et de leurs organisations, de même que les services fondamentaux de l'eau, l'électricité et le carburant. Il faut réinstaurer un système de retraites par répartition en excluant les fonds de pension AFP.

Les travailleurs organisés imposeront l'augmentation générale et immédiate des salaires et des pensions indexés sur l'augmentation du prix des produits alimentaires, la réduction de la journée de travail et la répartition du travail entre les travailleurs et les chômeurs sans réduction de salaire. Ils prendront en mains une banque unique permettant d'aider les petits artisans, agriculteurs et auto-entrepreneurs victimes des crédits bancaires.

Le droit à l'avortement doit être instauré et les réactionnaires de tout poil, dont ceux des églises, mis hors d'état de nuire aux droits des femmes, des minorités sexuelles et des enfants.

Les travailleurs instaureront leur propre contrôle sur les Carabiniers et les corps armés qui sévissent toujours, en finiront avec l'occupation militaire du Sud, se battront aux côtés de leurs frères indigènes, des migrants haïtiens, vénézuéliens, en une seule classe d'exploité-e-s sans frontières.

Leur organisation par la démocratie directe, en assemblées, *cabildos* sur les lieux de travail, d'études et de vie multipliés dans les luttes ces dernières années, réorganisera la société en fonction des intérêts de la majorité de la population.

Ces mesures ne pourront être réellement mises en œuvre que par un gouvernement des travailleurs, de la « première ligne » militante et travailleuse, seule capable de faire tourner la société en se débarrassant de la propriété capitaliste et de l'oppression qui la maintient. Les jeunes de 16 et 17 ans n'auront pas le droit de vote promis par la nouvelle Constitution. Mais dès le 6 septembre, ils étaient à nouveau dans la rue, prennent et prendront leur avenir en main autrement que par le vote, avec les travailleurs en lutte.

Mónica Casanova

Préparer la contre-offensive du monde du travail, œuvrer à la convergence des luttes et au rassemblement démocratique des révolutionnaires

Discuter des enjeux auxquels le mouvement révolutionnaire est confronté face à la situation sociale et politique commence par prendre la mesure du tournant en cours, sa signification et sa portée. Les propos de Macron en cette rentrée, - « *la fin de l'insouciance et de l'abondance* », « *Nous sommes en guerre* » - au-delà du personnage et de sa mise en scène, donnent à voir la façon dont les classes dominantes abordent la situa-

tion politique prenant acte, à leur façon, du tournant majeur qui s'est opéré à l'échelle internationale. Après le Covid, la guerre en Ukraine joue le rôle de révélateur et d'accélérateur des bouleversements en cours, des enchaînements irréversibles engendrés par la politique des classes dominantes en réponse à la crise mondiale du capitalisme financiarisé mondialisé, sa marche à la faillite.

Nous avons besoin d'une appréciation de la dimension inédite, spécifique du stade historique de développement du capitalisme et de ses conséquences sur les évolutions de la société, sur le déroulement de la lutte de classes.

Cette rentrée, les semaines et mois qui viennent seront un moment important où vont se constituer pour la période qui vient les courants politiques autour des prises de positions et des orientations défendues face à la guerre, à l'inflation et au développement de la déroute économique en cours, à la catastrophe écologique comme de la tentative de réveiller les fantômes de la gauche plus gouvernementale que réformiste.

Il nous est difficile d'anticiper comment les différents éléments qui se combinent dans la situation sociale et politique vont agir, dans le sens de la passivité ou de la colère. L'instabilité actuelle laisse ouvertes bien des possibilités mais se dégagent des lignes de forces qui définissent ce qui doit être notre préoccupation centrale.

Ces lignes de force sont la résultante des logiques opposées et contradictoires à l'œuvre à travers la crise historique du capitalisme en cours, les effets des réponses que tente d'y apporter la bourgeoisie et les évolutions de conscience au sein du monde du travail, le renouveau de la lutte de classes en réponse à la régression sociale, globale. Le développement du mouvement gréviste en Angleterre nous indique le chemin de l'avenir mais aussi ses embûches et traquenards, la gauche gouvernementale, les directions syndicales, auxquels nous répondons par une politique de classe indépendante, démocratique, la construction au cœur même des mobilisations et des grèves d'un courant révolutionnaire unifié capable de rassembler les forces dispersées disponibles pour le combat de classe.

Nous ne sommes pas en mesure de pronostiquer les rythmes mais c'est dans ce cadre que nous devons penser nos tâches, un cadre international et internationaliste. Quels que soient ses rythmes et ses étapes, nous préparer à un affrontement d'ensemble.

La spécificité historique de la crise actuelle du capitalisme sénile

Le capitalisme n'offre plus aujourd'hui à plus ou moins long terme d'autre avenir possible à l'humanité qu'une régression sans fin sur une planète asphyxiée ou sa propre destruction. Dire cela n'est pas une anticipation catastrophiste mais bien le prolongement de l'évolution d'ores et déjà engagée. Depuis la grande dépression de 2008-2009 jusqu'à la guerre en Ukraine, l'inflation mondialisée, la crise de l'énergie, l'emballement du réchauffement climatique en passant par la pandémie du Covid, le système est entré dans une phase aiguë d'une maladie chronique. Cette maladie atteint son moteur même, l'accumulation du capital. Devenu pléthorique, ce dernier étouffe sous son propre poids. Il n'a plus les moyens de satisfaire sa boulimie insatiable de profits. L'exploitation du capital vivant, du travail humain, ne produit plus assez de plus-va-

lue au regard des investissements qu'elle exige, le marché se rétrécit tandis que la masse de capitaux explose grâce à l'intervention des États et des banques centrales pour sauver le système de la faillite en subventionnant les profits, opérant ainsi un gigantesque transfert de richesses. Ces capitaux ne trouvent plus assez d'opportunités d'investissements dans la production capables de satisfaire leurs appétits sans limite et n'ont d'autre issue que d'accroître l'exploitation du travail humain et de la nature, une économie prédatrice et destructrice. Les gains de productivité ne répondent plus aux besoins du capital qui n'a d'autre choix que d'extorquer toujours plus de plus-value absolue par la surexploitation, la violence et le pillage. L'ère de l'impérialisme décrite par Lénine il y a plus de cent ans est révolue. Le capitalisme n'est plus en mesure aujourd'hui de répondre à sa crise d'accumulation, de valorisation et de reproduction du capital par une politique d'expansion géographique, de conquête militaire de nouveaux territoires et de nouveaux marchés. Il a généralisé le marché et la concurrence à l'échelle de la planète, il est à bout de souffle, de plus en plus parasitaire et prédateur, destructeur.

Les réponses des dirigeants économiques ou politiques sont soumises aux impératifs à courte vue de la sauvegarde du système, des intérêts des classes dominantes et de leur propre pouvoir face à un mécontentement croissant des classes populaires. Elles convergent pour aggraver la situation, et de façon accélérée. Leur système est hors contrôle.

Le réchauffement climatique et la catastrophe écologique en cours en sont la démonstration la plus globale. La crise énergétique, l'inflation mondialisée et la récession planétaire latente en sont une autre comme la guerre en Ukraine et la militarisation sans fin dans laquelle la concurrence plonge le monde. Cette offensive politique et économique n'a qu'un seul but, diminuer le coût du travail, surexploiter la nature, inventer des expédients pour vainement tenter de pallier les méfaits qu'elle engendre. L'offensive économique et sociale se combine sur le plan politique et idéologique à une offensive réactionnaire qui alimente la montée de l'extrême droite en position aujourd'hui de pouvoir diriger la première puissance mondiale.

Offensive capitaliste, recul social et perspectives révolutionnaires

Cette offensive libérale, guerrière et militariste des classes dominantes constitue pour le mouvement ouvrier une dégradation du rapport de force. Il serait cependant erroné de voir ce recul à travers des lunettes qui idéaliserait le passé et masqueraient la réalité pour justifier les démolitions et abdications d'une génération dépassée. La situation, les rapports de force dont héritent les nouvelles générations sont le fruit d'une histoire dont il faut tirer les leçons. Les échecs, les défaites des luttes d'émancipation ne sont en rien la faillite des idées du socialisme et du communisme, bien au contraire, elles participent de

leur histoire et préparent l'avenir. Il s'est avéré que le capitalisme a continué à développer les forces productives à travers les luttes de classes, les guerres mondiales et les révolutions. C'est un fait qui ni n'efface ni ne masque les erreurs, les reniements, les trahisons et les faillites politiques mais souligne l'importance de la nouvelle période qui s'ouvre devant le mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Bien des militant.e.s, des travailleurs, intègrent cette psychologie politique du recul qui conduit à l'adaptation aux rapports de force. Elle vient justifier des adaptations politiques de différents courants d'extrême gauche soit sous forme de sectarisme, un propagandisme abstrait, soit l'adaptation et l'opportunisme vis-à-vis de la gauche politique et syndicale traditionnelle paralysant toute discussion sur une stratégie révolutionnaire jugée illusoire. Un jour peut-être...

Les divisions du mouvement sont une des conséquences de cette situation dans laquelle le mouvement révolutionnaire s'enferme lui-même, prisonnier de son propre moralisme volontariste où chacun rend responsable l'autre des échecs sans même chercher les voies et moyens d'une réponse collective à une situation objective dont aucun courant révolutionnaire n'est en lui-même coupable ni responsable. C'est bien l'ensemble du mouvement révolutionnaire qui est confronté à ses limites au regard de la nouvelle période. La séquence des élections présidentielles en est l'illustration. Elle nécessiterait un bilan critique plutôt qu'une autosatisfaction combinée au sectarisme.

D'une certaine façon, le mouvement trotskyste s'est arrêté au cadran de l'horloge voire voudrait la faire tourner à l'envers comme s'il était plus juste de prétendre reconstruire la IV que de se proclamer Quatrième internationale. Affirmer notre continuité historique, la légitimité et l'héritage politique du trotskysme n'a rien à voir avec le fétichisme.

Reconstruire l'unité entre programme et stratégie révolutionnaire

Le livre d'Emilio Albamonte et Matias Maiello « *Marxisme, stratégie et art militaire : Penser la révolution au XXI^{ème} siècle* » [1], apporte au sujet de « *L'impériuse actualité de la stratégie* » un éclairage intéressant à la discussion en soulignant les conséquences du recul qu'a connu le mouvement révolutionnaire à travers une longue période qui a vu des moments forts de la lutte de classes sans que ne s'engagent de réels processus révolutionnaires prolétariens. « *C'est dans ce contexte difficile que l'unité entre programme et stratégie se rompt. Le résultat de cette rupture est une adaptation croissante à d'autres formes de stratégie, qui sont, elles, en plein essor après la guerre* » écrivent-ils. Il y a là une idée centrale pour comprendre nos propres limites et définir nos tâches. Loin des accusations sectaires dont le mouvement révolutionnaire est coutumier, nous avons besoin de comprendre notre propre histoire de façon critique pour y trouver les

explications de l'état actuel du mouvement ainsi que les éléments d'une réponse, d'une politique pour redonner à un mouvement révolutionnaire bien vivant une nouvelle dynamique répondant au besoin du moment.

« *Reconstruire le marxisme révolutionnaire au XXI^{ème} siècle exige à la fois de déconstruire l'amalgame entre stalinisme et communisme* », écrivait Daniel Bensaïd, et « *retrouver l'unité et la cohésion entre un programme marxiste et une stratégie révolutionnaire* ». Le chantier est, en fait, en friches car il suppose une révolution culturelle au sein des différents courants du trotskysme qui exige une difficile rupture avec son propre passé, un bilan critique nécessairement douloureux.

La situation nous l'impose de façon « impériuse ». Notre politique doit changer d'échelle. Nous avons besoin de penser collectivement une politique pour contribuer à l'émergence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire, nous donner l'instrument nécessaire à la convergence des luttes ainsi qu'au développement d'une conscience socialiste, communiste, dépasser nos propres limites, celles du mouvement révolutionnaire tel que le passé l'a façonné et dont personne ne peut s'extraire.

Face à un nouveau populisme de gauche, populariser un programme et une stratégie révolutionnaires

Force est de constater que le mouvement révolutionnaire n'a pas été en mesure de faire sa mue au lendemain de la chute du mur et de l'effondrement de l'URSS, quand la social-démocratie et le stalinisme, ou ce qu'il en restait, étaient déconsidérés aux yeux de la grande majorité des travailleurs.

Depuis 20 ans, il a perdu de l'influence. Alors qu'il réalisait, avec trois candidats, LO, LCR et PT, plus de 10 % des voix à la présidentielle de 2002 après qu'Arlette Laguiller ait réalisé plus de 5 % des voix en 1995 et que LO et la LCR, ensemble, aient eu 5 élus au Parlement européen en 1999, il est à moins de 1,5 % vingt ans plus tard. Fermer les yeux sur cet échec sous couvert que nous ne sommes pas électoralistes relève d'un aveuglement ou d'un mensonge à soi-même et surtout de directions repliées sur elles-mêmes plus soucieuses de justifier leur politique que de pensée critique et démocratique.

Comment ne pas nous poser aussi la question de nos propres responsabilités, au sens politique et à notre niveau, dans la montée de l'extrême-droite face à laquelle une partie du mouvement révolutionnaire appelait à un front unique impuissant avec la gauche pendant que d'autres le condamnaient au nom de la lutte de classe sans qu'aucun ne se pose pratiquement la question de la possibilité de dépasser nos divisions pour construire un instrument à la hauteur des enjeux. Les proclamations antifascistes ont démontré leur impuissance mais elles continuent de suppléer à l'indigence politique.

Ce bilan explique que ce soit l'Union Populaire de Mélenchon puis la Nupes qui ont temporairement canalisé sur

un terrain électoral et institutionnel le renouveau des luttes qui remettaient pourtant en cause les trahisons de la gauche politique et syndicale et cherchaient des réponses radicales à la catastrophe capitaliste.

Là encore, ce serait se mentir que d'expliquer cette situation par les illusions réformistes des masses pour ne pas voir notre incapacité à formuler un programme de transformation radicale, c'est-à-dire révolutionnaire de la société, construire l'unité « *programme marxiste-stratégie révolutionnaire* », lui donner une crédibilité, la populariser. La campagne « *pour une gauche de combat* » de Philippe Poutou d'un côté et de l'autre les leçons révolutionnaires de Nathalie Arthaud ne pouvaient répondre aux aspirations anticapitalistes de celles et ceux qui se sont tournés vers Mélenchon parce qu'il a su donner aux illusions réformistes qu'il vend la forme d'un programme anticapitaliste radical, le temps d'une élection. Même si l'affluence dans les meetings de nombreux jeunes traduisait l'attrance pour les idées de la contestation et de la révolution...

Nous avons l'impérieuse nécessité de tirer des bilans pour être en mesure, face à l'impasse de la Nupes et aux potentialités de la lutte des classes, de donner crédibilité à une stratégie et un programme révolutionnaires adaptés aux besoins de la période.

Cette refondation nécessite de prendre en compte l'ensemble du mouvement révolutionnaire, de ses fractions, tendances et courants, de toutes celles et ceux, les plus nombreux, qui en sont les militant.e.s sans se retrouver dans aucune de ses organisations tout autant que celles et ceux qui ont voté Mélenchon et sont aujourd'hui déçus et cherchent une politique.

C'est aussi s'adresser aux milliers de militant.e.s influencés par les autres orgas ou qui sont sans orga et donc aussi mener la discussion, agir ensemble dans les mobilisations et luttes, sur les lieux de travail et les quartiers. La fermeté politique est l'inverse du sectarisme, elle permet au contraire confiance, ouverture, démocratie.

Ce fut l'ambition du NPA à sa fondation en 2009 malgré ses faiblesses politiques. La démarche reste pleinement d'actualité à condition de trancher les débats stratégiques laissés en chantier, de la refonder.

Préparer une lutte sociale et politique d'ensemble est indissociable d'une politique d'unité des révolutionnaires

Le plus souvent la propagande révolutionnaire appelle à la mobilisation, dit aux travailleurs ce qu'il faudrait faire, voire fait la leçon plutôt que de discuter politique, d'éclairer les consciences, d'armer les volontés en fonction du rapport de forces réel et surtout de nos propres moyens d'agir. Les révolutionnaires, par-delà leurs divisions et incompréhensions réciproques, se considèrent trop souvent comme ceux qui savent. Le manque d'esprit critique à notre propre égard se masque derrière une autoaffirmation permanente comme si être une direction consistait à connaître par avance l'issue des combats plutôt que de réfléchir, discuter collectivement du mouvement pour contribuer à l'organisation et à la direction des luttes par les travailleur.es eux-mêmes ainsi que de leurs propres organisations, à commencer par les syndicats, contre des directions qui cherchent par tous les moyens à contenir la lutte et la radicalité.

Poser les questions n'implique pas d'avoir une réponse toute faite mais indique la méthode, la voie et les moyens pour sortir, collectivement, de l'autoproclamation et des divisions.

Notre première tâche est sans doute de prendre en compte modestement ou plutôt lucidement l'état des forces, notre propre réalité pour développer, à tous les niveaux, ensemble en acceptant et discutant nos désaccords, une politique de construction des réseaux militants capables d'intervenir en indépendance des appareils dans les journées d'action et les luttes à venir ou en cours, de mener la bataille d'idées. C'est ainsi que nous pourrions au mieux dépasser les divisions pour répondre aux aspirations de la nouvelle génération, l'encourager à prendre les choses en main, nous réinventer nous-mêmes pour penser un mouvement démocratique et révolutionnaire, enraciné dans la classe ouvrière et la jeunesse, riche de ses débats entre courants et tendances et trouvant son unité et sa cohérence dans sa politique d'indépendance de classe, sa stratégie révolutionnaire, une politique communiste.

*Trame de l'intervention d'Yvan Lemaitre
à l'université d'été de Révolution permanente*

[1] *Marxisme, stratégie et art militaire : penser la révolution au XXI^e siècle*, Emilio Albamonte & Matias Maiello, Ed. Communard.E.S